



Assemblée générale

Distr. générale
22 septembre 2020
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session
Sixième Commission

Questions renvoyées à la Sixième Commission

Note du Secrétariat

1. À la 2^e séance plénière de sa soixante-quinzième session, le 18 septembre 2020, l'Assemblée générale a pris des décisions concernant la répartition des questions inscrites à l'ordre du jour (voir [A/75/252](#)), y compris pour ce qui est des questions renvoyées à la Sixième Commission (voir annexe).
2. L'attention de la Commission est appelée sur les parties pertinentes des sections III et IV du rapport du Bureau ([A/75/250](#)) concernant l'ordre du jour des grandes commissions et sur les recommandations relatives à l'organisation de la session figurant à la section II de ce rapport. Ces recommandations ont également été approuvées par l'Assemblée générale à sa 2^e séance plénière.



Annexe

Questions renvoyées à la Sixième Commission

1. Élection des bureaux des grandes commissions [point 5].

F. Promotion de la justice et du droit international

2. Responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies [point 77].
3. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa cinquante-troisième session [point 78].
4. Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international [point 79].
5. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-douzième session [point 80].
6. Crimes contre l'humanité [point 81].
7. Expulsion des étrangers [point 82].
8. État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés [point 83].
9. Examen de mesures propres à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires [point 84].
10. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation [point 85].
11. L'état de droit aux niveaux national et international [point 86].
12. Portée et application du principe de compétence universelle [point 87].
13. Responsabilité des organisations internationales [point 88].
14. Protection des personnes en cas de catastrophe [point 89].
15. Renforcement et promotion du régime conventionnel international [point 90].

H. Contrôle des drogues, prévention du crime et lutte contre le terrorisme international sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations

16. Mesures visant à éliminer le terrorisme international [point 114].

I. Questions d'organisation, questions administratives et autres questions

17. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale [point 126].
18. Planification des programmes [point 142].
19. Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies [point 152].
20. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte [point 171].

21. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Conseil de coopération des États de langue turcique [point 172].
 22. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Union économique eurasiatique [point 173].
 23. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Communauté des démocraties [point 174].
 24. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au secrétariat de la Convention de Ramsar sur les zones humides [point 175].
 25. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Fonds pour l'environnement mondial [point 176].
 26. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Organisation internationale des employeurs [point 177].
 27. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Confédération syndicale internationale [point 178].
 28. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Forum de Boao pour l'Asie [point 179].
 29. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Station d'accueil de l'initiative des petits États insulaires en développement (SIDSDOCK) [point 180].
 30. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Institut de coopération économique régionale pour l'Asie centrale [point 181].
 31. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Organisation asiatique de coopération forestière [point 182].
 32. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Alliance mondiale des terres arides [point 183].
-